

*Initiatives ministérielles*

nus à nous entendre sur une façon de voter qui permettait à tous de partir vers 1 h 15.

C'est le genre de chose qui donne une bonne impression de cette institution.

Si je dis tout cela, c'est que nous avons traversé depuis deux ans l'une des sessions les plus mouvementées que le Parlement ait connues depuis longtemps. À notre retour vers le 13 mai, nous entamerons une autre session très dynamique. La dynamique de la session qui vient sera encore plus importante que celle de la session qui s'achève parce que sur bien des aspects, ce que nous aborderons ne suscitera pas tant de sectarisme, mais concernera le fondement même de notre pays.

En entamant ce débat, je pense que chacun de nous sera forcé de se demander quel genre de pays nous voulons, quel type de collaboration nous pouvons développer avec les habitants de toutes les régions du pays autres que la nôtre. Je pense qu'à bien des égards nous ferons face à un dossier qui nous forcera à considérer attentivement nos différences d'opinion. Nous serons forcés de choisir, soit d'adopter un comportement sectaire et de marquer des points au détriment des autres, soit d'oublier ces différences et de tenter d'en venir à un consensus qui fera en sorte que les Albertains, les Québécois ou les habitants des Maritimes se sentiront tous également chez eux dans ce pays.

Je pense que ce sera un défi intéressant. Il arrive tellement souvent que, simplement par habitude, nous endossions nos idéologies sectaires, nous brandissions le poing et nous nous préparions à la bagarre. Nous serons forcés d'arrêter, sinon le prix que l'électorat canadien nous demandera de payer sera beaucoup plus élevé que les sièges qui sont en jeu aux prochaines élections, que nous survivions ou non à ces élections. Il nous demandera beaucoup plus. Les Canadiens voudront savoir pourquoi nous n'avons pas fait passer l'intérêt national avant nos ambitions personnelles.

Nous aurons une décision très difficile à prendre car depuis des années nous avons instinctivement appris à tenir compte d'abord de notre parti, et ensuite de la question. Je ne pense pas que ce puisse être le cas cette fois-ci. La nature du dossier qui nous attend ne nous permet pas d'agir de la sorte.

Il court toutes sortes de rumeurs au sujet de ce qui va se passer à la prochaine étape. J'ai vu ce matin un reportage à l'émission de télévision *Canada AM* où l'on disait que le Parlement jouerait un rôle de premier plan lors de la prochaine étape constitutionnelle. J'espère que cette information est fondée, mais pour ma part je n'en sais rien. Je ne suis pas un des initiés pour pouvoir l'affirmer. J'espère que le reportage disait vrai car je ne connais aucune autre institution ou tribune, où que ce soit au Canada, qui offre une meilleure possibilité de réunir en un même endroit toutes les perspectives nationales et de participer aux discussions concernant des questions nationales.

Je me souviens qu'après ma première élection, en 1980, j'étais assis de l'autre côté de la Chambre à l'arrière-ban et j'ai réalisé pour la première fois de ma vie que j'étais entouré de gens qui représentaient toutes les régions du Canada. Des gens des Territoires du Nord-Ouest, du sud de la Colombie-Britannique, des Maritimes, du Québec, de l'Ontario et d'un peu partout au pays; des gens qui avaient des points de vue tellement différents du mien, dont l'expérience avait façonné les idées et les approches, si différentes des miennes, au sujet du Parlement et des lois. Ces différences ne tenaient pas tant à des divergences qui tenaient à leur affiliation politique mais plutôt aux caractéristiques propres à chacune des régions du pays.

Si le reportage télévisé de ce matin est juste, si nous avons, en tant que parlementaires, la possibilité de participer au débat constitutionnel national qui s'annonce, nous aurons une des plus formidables occasions que j'aie connues en 11 ans de carrière au Parlement. Nous pourrions aborder n'importe quelle question nationale sous un jour unique, en tenant clairement compte des distinctions qui existent entre les gens et entre les régions. En tant qu'institution, en tant que groupe, nous avons probablement ici la meilleure des occasions de rechercher des solutions et de définir un consensus à l'intention de l'ensemble du pays.

J'avoue que c'est ce que je rêvais de faire en tant que représentant élu. Quand j'étais petit et que je rêvais de devenir député, je me disais que lorsque je siégerais au Parlement je réfléchirais aux grandes questions de l'heure, je lutterais pour trouver des solutions, j'approfondi-